

ÉDUCATION

MAÎTRISES, MBA, DOCTORATS

CAHIER THÉMATIQUE I • LE DEVOIR, LES SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 NOVEMBRE 2015



UQAM: un diplôme qui s'adapte au monde des affaires
Page 13



Université de Montréal: du renouveau en cinéma
Page 16



SOURCE CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU

Aux yeux de l'ADESAQ, les futurs étudiants doivent démontrer entre autres leur rigueur scientifique, leur intégrité, leur regard critique et leur aptitude à communiquer afin d'obtenir leur diplôme.

ÉTUDES SUPÉRIEURES

Des compétences communes pour tous

Pour la toute première fois, les facultés et les écoles d'études supérieures du Québec se dotent d'un référentiel de compétences commun. Qu'est-ce que cela signifie exactement?

MARIE LAMBERT-CHAN

« Il s'agit d'un ensemble de compétences que les étudiants à la maîtrise et au doctorat doivent posséder au terme de leur formation et qu'ils seront en mesure d'utiliser sur le marché du travail, peu importe leur domaine de discipline ou leur université », explique Marie Audette, vice-rectrice adjointe à la recherche et à la création de l'Université Laval. Elle a piloté les travaux d'un sous-comité de l'Association des doyens des études supérieures au Québec (ADESAQ) qui a développé ledit référentiel. En s'appuyant sur des référentiels du même genre produits dans des universités aux quatre coins du monde, l'ADESAQ a défini quatre compétences essentielles pour obtenir le diplôme. Elles sont déclinées différemment selon que l'étudiant est à la maîtrise professionnelle, à la maîtrise de recherche et au doctorat. Il y a d'abord ce que l'ADESAQ appelle la « production professionnelle et scientifique ». « L'étudiant doit démontrer qu'il est capable de mener avec rigueur — et autonomie, dans le cas des doctorants — les étapes d'une étude ou d'un

projet de recherche », détaille Marie Audette.

Puis il y a les « connaissances et le regard critique ». L'étudiant doit, entre autres, bien connaître les progrès dans son domaine, assurer la confidentialité des données qu'il recueille et vérifier la fiabilité de ses sources. « Savoir séparer le bon grain de l'ivraie n'a jamais été aussi important, car on vit dans un monde où on a parfois affaire à de la pseudo-science », signale M^{me} Audette.

Enfin, l'étudiant doit bien communiquer son savoir et faire preuve d'intégrité dans son travail scientifique.

Les facultés et les écoles d'études supérieures ont déjà approuvé et adopté le référentiel (BCI) — anciennement la CREPUQ. « On a assez bon espoir que le BCI lui fera un bon accueil », affirme Marie Audette. Le référentiel peut être un outil très précieux pour soutenir l'élaboration de nouveaux programmes aux cycles supérieurs, ce dont est responsable le BCI. »

Une maîtrise trop longue
Selon Marie Audette, un référentiel de compétences commun s'imposait à la lumière de

l'évolution des études supérieures.

Ce qui se trame dans les programmes de maîtrise de recherche est un bel exemple. « Force est de constater que la maîtrise au Québec dure significativement plus longtemps que la maîtrise dans les autres provinces canadiennes, remarque Marie Audette. Il n'est pas question ici des étudiants qui ont du mal à concilier les études, le travail et la famille, mais bien de mémoires de maîtrise qui prennent une telle ampleur qu'ils ressemblent à des mini-thèses de doctorat. »

Il fallait tracer une ligne. « Mais comment définir une durée d'études raisonnable sans compromettre la qualité du travail des étudiants? » demande la vice-rectrice adjointe. Le référentiel apporte certaines réponses en départageant les compétences requises entre les étudiants à la maîtrise et ceux au doctorat. Il agit un peu comme un rempart contre les débordements observés à la maîtrise de recherche. « Cela devrait aussi faciliter le recrutement au doctorat, car un étudiant qui a passé trois ans et demi à la maîtrise [la durée normale est de deux ans] ne sera pas toujours enclin à poursuivre ses études s'il a l'impression que le doctorat lui prendra dix ans [la durée minimale est de 4 ans] », signale M^{me} Audette. En plus des compétences essentielles,

l'ADESAQ a cru bon d'ajouter une cinquième compétence « complémentaire » qui concerne le développement professionnel et personnel. Au cours de sa formation, l'étudiant devrait chercher à consolider son réseau professionnel, à établir son plan de carrière, à rechercher des ressources de perfectionnement, etc. Tout cela pour améliorer son employabilité.

Bien que non obligatoires, ces habiletés sont de plus en plus requises chez les diplômés qui, pour la plupart, ne travailleront pas en milieu universitaire. « Cela relève d'un heureux hasard si l'étudiant manifeste ce type de compétence, qui ne s'enseigne pas en classe. C'est souvent le cas des diplômés ayant un parcours particulièrement réussi », note Marie Audette.

Il est donc du ressort de l'étudiant de perfectionner son développement personnel et professionnel. Marie Audette croit que la diffusion du référentiel offrira des points de repère aux étudiants soucieux de leur employabilité. Cependant, elle estime qu'il est du devoir des établissements universitaires de fournir des moyens et des services pour soutenir l'épanouissement de leurs étudiants dans ce domaine.

« Force est de constater que la maîtrise au Québec dure significativement plus longtemps que la maîtrise dans les autres provinces canadiennes »



Marie Audette

Collaboratrice
Le Devoir

ÉDUCATION

COLLÈGES DOCTORAUX

Offrir notre expertise aux étudiants du Sud

CLAUDE LAFLEUR

Il y a 55 ans, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) était créée afin de favoriser l'épanouissement d'un espace scientifique francophone. L'AUF regroupe à présent 812 universités, grandes écoles, réseaux universitaires et centres de recherche scientifique dans 104 pays qui ont le français en partage. Basée à Montréal, l'agence applique les résolutions adoptées par les chefs d'État et de gouvernement dans le cadre des sommets de la Francophonie.

Comme le relate Khalef Boulkroune, coordonnateur du pôle Accompagnement des projets régionaux et des réseaux universitaires de l'AUF, l'un des mandats de l'organisme est de favoriser l'enseignement universitaire et la recherche scientifique dans les pays du Sud, « ce qui est une tâche délicate », dit-il.

Éviter la « fuite des cerveaux »

Il raconte ainsi qu'à un moment donné l'AUF s'est fait reprocher de favoriser la fuite des cerveaux du Sud vers le Nord! Il faut dire qu'à l'époque, croyant bien faire, elle offrait des « bourses de mobilité » permettant à de jeunes universitaires du Sud de venir se former en Europe ou au Canada.

« Or, dans la plupart des cas, ces étudiants étaient par la suite recrutés sur place, indique M. Boulkroune. Du coup, la portée de ce que nous voulions faire — aider les universités du Sud à se doter de professeurs-chercheurs — n'était pas atteinte. »

En conséquence, en 2010,

l'AUF a mis en œuvre un nouveau programme: les collèges doctoraux. Cette fois, au lieu de faire venir les étudiants-chercheurs « dans le Nord », ce sont des professeurs de France, de Belgique et du Québec qui vont à leur rencontre, parrainant ainsi de petits groupes de doctorants.

Ces collèges doctoraux offrent un encadrement scientifique de haut calibre, soutenant les étudiants dans leur parcours universitaire. C'est ainsi que, durant trois ou quatre ans, un professeur « du Nord » accompagne un groupe d'étudiants dans la conduite de leurs travaux, les conseille pour la rédaction et la soutenance de leur thèse, etc. De plus, ces doctorants reçoivent des cours de méthodologie et de méthodes de recherche, de recherche documentaire Web 2.0, de communication scientifique orale, d'entrepreneuriat, etc.

« Les doctorants choisis pour constituer une cohorte étudient dans un domaine particulier et ils sont destinés à devenir des professeurs-chercheurs, précise M. Boulkroune. Nous constituons ainsi des cohortes d'une vingtaine de personnes dans une région donnée. »

Véritables accélérateurs

« Supposons qu'on constitue un collège doctoral au Maghreb, région qui comprend l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, donne en exemple le responsable du programme. On recrute donc une cohorte dans ces trois pays selon deux critères: la qualité des candidats, bien sûr, mais on cherche aussi à obtenir un certain équilibre entre les étudiants des trois pays. » Par la suite, les rencontres de cette

cohorte avec le professeur titulaire se tiennent en alternance dans l'un ou l'autre de ces trois pays.

De temps à autre, le professeur rencontre donc sa cohorte d'étudiants, durant une semaine environ. A cette occasion, en plus des formations données, chaque doctorant présente l'état d'avancement de ses travaux. « On fait le suivi de chaque doctorant, ajoute M. Boulkroune, de sorte qu'à la rencontre suivante chacun relate ce qu'il a fait depuis la dernière fois, où il en est dans son parcours... »

Depuis la création des collèges doctoraux en 2010, deux cohortes ont complété le programme (alors que plusieurs autres sont en cours de parcours). « Au départ, on ne savait pas trop à quoi s'attendre, indique le coordonnateur du pôle Accompagnement de l'AUF. On s'est dit que si on arrivait à faire en sorte que 50% des étudiants d'une cohorte soutiennent leur thèse, là, on serait gagnants! »

La première cohorte regroupait 33 doctorants du Maghreb étudiant en sciences économiques et de gestion. « De ce nombre, 22 ont fait leur soutenance de thèse », indique avec grande satisfaction M. Boulkroune. La deuxième cohorte était constituée de 33 doctorants d'Afrique de l'Ouest s'intéressant aux sciences de l'eau. Encore là, 23 ont fait leur soutenance de thèse.

« Nous constatons donc que les collèges doctoraux sont de véritables accélérateurs de soutenance de thèse », remarque le titulaire du programme, en ajoutant que ces doctorants deviennent pour la plupart des professeurs et cher-

cheurs universitaires dans leur pays.

Contribution québécoise

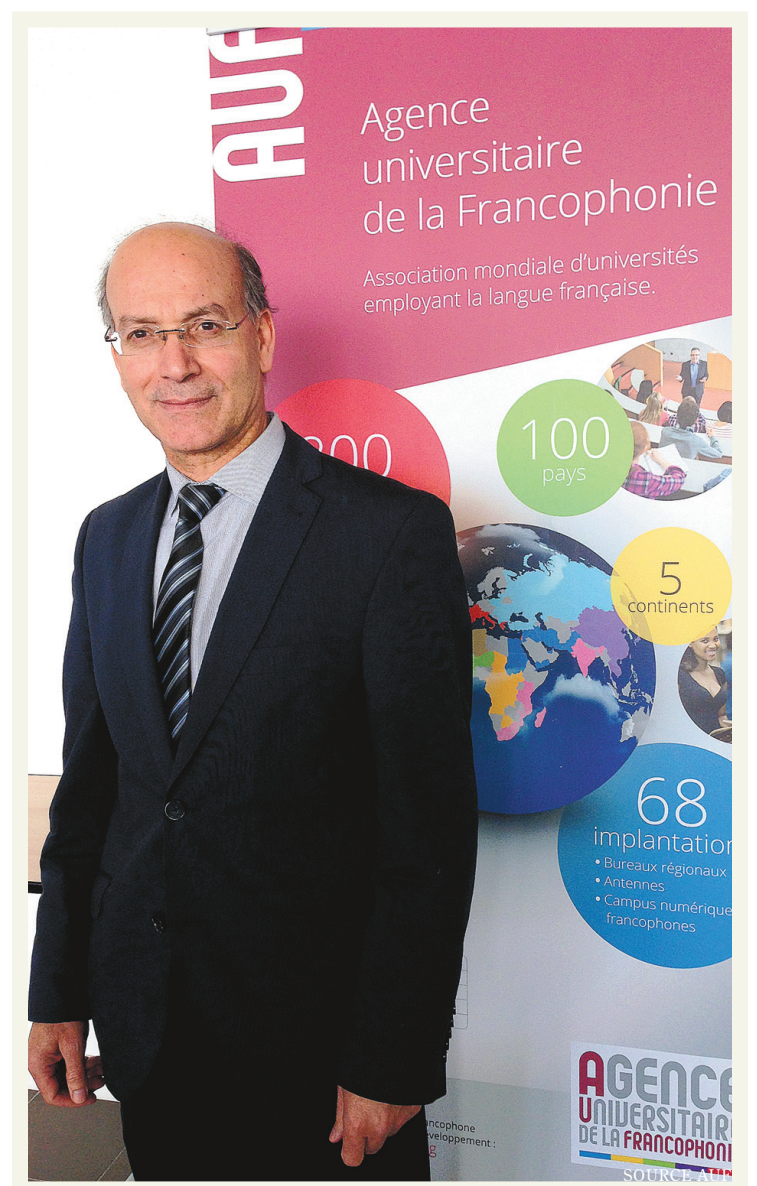
Seule ombre au tableau, relate Khalef Boulkroune: la participation de professeurs-chercheurs québécois. En effet, il est plus difficile de recruter des collaborateurs d'ici, notamment parce que notre « philosophie universitaire » diffère de celle de l'Europe, explique le coordonnateur du programme. « En France, les universités sont entièrement subventionnées par l'État, alors qu'au Canada un professeur doit rapporter des fonds de recherche », dit-il.

Or, les collaborateurs recrutés pour les collèges doctoraux ne sont pas rémunérés, ils donnent leur temps et leur expertise bénévolement. Il s'agit donc d'un engagement personnel de leur part qui ne s'inscrit pas dans le cadre d'ententes entre l'Agence universitaire de la Francophonie et les universités.

« Bien sûr, nous prenons en charge les billets d'avion, le séjour et tout le reste, indique Khalef Boulkroune, mais les professeurs participants donnent leur temps. »

Pendant, l'idée des collèges doctoraux étant d'aider les doctorants des pays du Sud, M. Boulkroune a bon espoir de constituer à l'avenir des cohortes d'étudiants provenant des Caraïbes, d'Amérique centrale ou d'Amérique du Sud. « Voilà qui pourrait aussi intéresser des universitaires québécois et faciliter leur vie », souhaite-t-il.

Collaborateur
Le Devoir



« Nous constatons donc que les collèges doctoraux sont de véritables accélérateurs de soutenance de thèse »

Khalef Boulkroune, coordonnateur du pôle Accompagnement des projets régionaux et des réseaux universitaires de l'AUF

UQÀM

VOYEZ L'AVENIR SOUS UN AUTRE ANGLE.

DÉPOSEZ UNE DEMANDE D'ADMISSION AUX CYCLES SUPÉRIEURS

DATE LIMITE: 1^{ER} MARS 2016

UNIVERSITÉ CONCORDIA

De nouveaux programmes pour répondre aux besoins de la société

Forte d'une solide réputation acquise au fil des ans, l'Université Concordia, par l'intermédiaire de l'École de gestion John-Molson, offre à ses étudiants des 2^e et 3^e cycles toute une gamme de programmes qui répondent aux besoins du milieu des affaires d'aujourd'hui. L'université montréalaise a ainsi procédé à une refonte majeure de ses programmes, notamment de son diplôme d'études supérieures en administration des affaires (Graduate Diploma in Business Administration — GDBA). Entrevue avec Sandra Betton, directrice du programme de MBA.

ALEXANDRE LAMPRON

Selon M^{me} Betton, la révision allait de pair avec les objectifs de l'Université Concordia, qui désire demeurer le chef de file dans l'acquisition de connaissances dans le milieu des affaires, non seulement à Montréal, mais au Canada en général. « Nous sommes voués à l'excellence dans la recherche et l'enseignement, et nous avons aussi acquis, au fil des années, une solide réputation comme unité d'enseignement et de recherche », explique-t-elle.

Pour les passionnés des affaires

Le diplôme d'études supérieures en administration des affaires (GDBA) se concentre sur les domaines fonctionnels des organisations et leurs interrelations dans la société. « Le programme est conçu pour les personnes ayant un diplôme universitaire dans une discipline qui n'est pas liée au domaine des affaires ou à la recherche d'une base en affaires afin de les aider à devenir des gestionnaires et des administrateurs

plus efficaces », explique la directrice du programme de MBA.

L'Université Concordia est reconnue au Canada pour ses liens serrés qu'elle a tissés avec la communauté d'affaires, notamment dans les secteurs des produits pharmaceutiques, de l'aérospatiale, des services bancaires d'investissement, de la biotechnologie ainsi que de la haute technologie.

« Ces liens nous permettent d'offrir à nos étudiants des ouvertures pour créer des connexions avec l'industrie locale, nationale et internationale, et avec ses dirigeants », ajoute aussi Sandra Betton.

Le diplôme d'études supérieures en administration des affaires se distingue entre autres par le fait qu'il s'agit d'un programme flexible. En effet, les étudiants à temps plein ont la possibilité de compléter leur diplôme en aussi peu qu'une année scolaire alors que les étudiants à temps partiel peuvent le terminer en trois ans.

VOIR PAGE 13 : SOCIÉTÉ

Aux PUM, tous nos livres numériques sont à 50 % du prix papier.

LES GRANDES UNIVERSITÉS DE RECHERCHE
Institutions autonomes dans un environnement concurrentiel

LES GRANDES UNIVERSITÉS DE RECHERCHE
Institutions autonomes dans un environnement concurrentiel

Le savoir est ici
www.pum.umontreal.ca

ÉDUCATION

UQAM

Un diplôme qui s'adapte au monde des affaires

LAURIE VANHOORNE

Avec un marché comme celui des affaires qui ne cesse d'évoluer, les écoles de gestion n'ont pas le choix de se renouveler et d'être à l'affût des tendances. C'est notamment ce que fait l'École de gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG), qui accueillera sa première cohorte à la maîtrise en sciences comptables en janvier prochain.

Avec ce nouveau programme, l'ESG espère parfaire la formation des comptables. « On veut des candidats qui ont réussi leurs examens et sont sur le point d'obtenir leur titre de CPA [comptable professionnel agréé], indique Antonello Callimaci, comptable de formation et vice-doyen aux études de l'ESG depuis plus d'un an. Aujourd'hui, la profession les amène de plus en plus à prendre des décisions. La maîtrise en sciences comptables leur permettra d'apprendre à prendre ces décisions dans des contextes de gestion de projet, de résolution de problème. Le savoir, ils l'ont déjà; l'idée avec cette maîtrise, c'est de simuler des situations. »

Une quarantaine de personnes devrait former les premières troupes de ce programme pour lequel la demande se faisait de plus en plus insistante, non seulement de la part des jeunes professionnels, mais aussi de celle des employeurs. Dans un marché comme celui du Québec, une telle formation trouve toute son utilité. « Il y a au Québec énormément de petites et moyennes entreprises, elles représentent le moteur économique de la province, souligne M. Callimaci. Et dans une PME, le comptable

est amené à jouer plusieurs rôles: au niveau financier, bien sûr, mais également de la gestion, et il a de plus en plus besoin d'être formé aux technologies de l'information. »

Les futurs étudiants à la maîtrise en sciences comptables suivront des cours magistraux avant de s'immerger dans des cas concrets, de se frotter à la résolution de problème et de se prêter à des jeux de rôle. « Toutes les pédagogies sont possibles, commente le détenteur d'un doctorat de l'Université de Floride. Ils sont capables, avec la rétroaction, l'autocritique, de vivre la matière, de mettre à profit leurs connaissances à même ces expériences-là. »

Afin de permettre à ces étudiants de poursuivre leur carrière, l'ESG leur proposera une formule intensive de cours concentrés les vendredis, samedis et dimanches, toutes les trois semaines. « Ce sera une immersion totale, sans contrainte de temps. Sur une très courte période, ils seront en mesure d'être initiés à une problématique, de travailler en équipe, d'exposer ce qu'ils pensent et de confronter leurs idées au regard de leur professeur. » Au cœur de ces problématiques auxquelles ils seront soumis, la notion de leadership: comment l'exprimer, comment gérer une équipe.

Renouveler son offre

L'ESG, qui travaille en partenariat avec des universités dans 125 pays, doit constamment adapter son offre en fonction du marché des affaires, lui-même en constante évolution. Ainsi, lorsque l'Ordre des comptables agréés, l'Ordre des comptables géné-



Antonello Callimaci, comptable de formation et vice-doyen aux études de l'ESG

raux accrédités et l'Ordre des comptables en management accrédités ont fusionné pour devenir l'Ordre des CPA, elle a dû revoir l'ensemble de ses programmes.

Si ceux du premier cycle ont tendance à rester stables, les programmes du deuxième cycle sont amenés à changer régulièrement: des cours sont créés, d'autres sont modifiés, quand ils ne sont pas amputés. « On fait ce qu'on appelle dans le monde automobile du fine tuning », résume M. Callimaci. Des professeurs, des chargés de cours, des étudiants, des membres socio-économiques et des représen-

tants d'entreprises participent à ce chantier perpétuel en tant que membres des comités de programme de l'École de gestion de l'UQAM: ils soulignent ce qui marche, ce qui ne marche pas.

L'ESG offre à ce titre, depuis quelques années, une passerelle MBA-MGP: elle permet à des étudiants qui ont terminé une maîtrise en administration des affaires de combler leur formation avec le bagage d'une maîtrise en gestion de projet — et vice versa — pour qu'ils développent un portefeuille de compétences plus large. Et déjà, le tout frais programme de maîtrise en

sciences comptables va subir des modifications avant même de voir ses premiers diplômés, l'ESG souhaitant dorénavant le rendre accessible à de jeunes professionnels qui suivent un programme national pour devenir CPA, en planifiant pour eux un cheminement particulier.

Être à l'écoute du marché

Le marché évolue-t-il aujourd'hui plus vite qu'avant? « Oui, répond M. Callimaci sans ambages, et — désolé du cliché — c'est beaucoup dû à la mondialisation. Avant, on pouvait être gestionnaire sans avoir à se soucier du taux de

change, mais maintenant, les entreprises qui n'importent ou n'exportent pas sont rares. De plus en plus, elles sont internationales dès leur démarrage, alors qu'il y a cinquante ans, elles le devenaient lorsqu'elles étaient déjà matures et bien établies localement. De nos jours, elles visent dès le départ non seulement le marché local, mais aussi celui des États-Unis, de l'Amérique du Sud. »

L'éthique et la responsabilité sociale prennent également une nouvelle dimension dans le contexte d'un marché mondialisé. Alors que ces concepts faisaient l'objet d'un cours particulier il y a encore vingt ans, ils sont désormais omniprésents dans tous les cours.

Autre souci tout contemporain au cœur des préoccupations des entrepreneurs: la créativité. « On n'est plus vraiment dans une économie manufacturière, explique le vice-doyen aux études. On est beaucoup plus dans une économie de création, de services, d'information. On voit de plus en plus d'entreprises dont la viabilité dépend de la créativité. » Une créativité qui s'exprime dans la conception de produits innovateurs, dans la compréhension des besoins de ses clients... et de ses employés.

« Aujourd'hui, le capital le plus important, ce n'est ni l'argent ni la machinerie: c'est le capital humain, souligne M. Callimaci, qui note qu'au sein des entreprises les ressources humaines sont plus importantes que jamais. Il faut savoir tenir compte des personnalités. »

Collaboratrice
Le Devoir

MICHAËL MONNIER LE DEVOIR

Les étudiants du GDBA viennent de différentes parties du monde, peuvent parler plusieurs langues et proviennent d'un large éventail de milieux éducatifs.

SOCIÉTÉ

SUITE DE LA PAGE 1 2

« Les étudiants qui sont inscrits au programme viennent de différentes parties du monde, peuvent parler plusieurs langues et proviennent d'un très large éventail de milieux éducatifs, précise la directrice du programme. Cette diversité ajoute d'ailleurs une valeur considérable aux échanges faits en classe et dans les travaux de groupe. Cela fait en sorte que les élèves peuvent apprendre non seulement de leurs professeurs, mais aussi de leurs camarades de classe. »

Devenir des investisseurs d'élite

Par ailleurs, des étudiants en gestion de l'Université Concordia auront l'occasion unique de devenir des investisseurs d'élite en plaçant des sommes réelles grâce à un don unique d'un million de dollars du diplômé J. Sebastian van Berkum, par l'intermédiaire du Programme d'investissement Van Berkum de petites capitalisations boursières.

Le programme admettra en tout annuellement huit étudiants des cycles supérieurs. Ceux-ci deviendront ainsi des gestionnaires de fonds responsables de portefeuilles d'actions de sociétés à petite capitalisation, dont la capitalisation boursière se situe entre 75 millions et 1,5 milliard de dollars. L'objectif des participants sera d'assurer la rentabilité au-delà d'un indice de référence nord-américain pour les petites capitalisations.

Le programme s'adressera aux étudiants du MBA, du M. Sc. Finance, du doctorat ainsi qu'à ceux de la formation préalable au titre d'analyste financier agréé (CFA). Les cours, d'une durée de 18 à 24 mois, débuteront en 2016.

Enfin, l'École de technologie supérieure (ETS), le département de chirurgie à l'Univer-

sité McGill et l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia ont lancé, plus tôt cet automne, leur programme d'innovation chirurgicale (Surgical Innovation Program). Il s'agit en fait d'un cours d'études supérieures et post-universitaires rassemblant à la fois les diverses disciplines de l'ingénierie, de la chirurgie et des affaires.

« Essentiellement basé sur une entreprise couronnée de succès à l'Université de Stanford, ce nouveau programme vise à donner aux étudiants les outils dont ils ont besoin pour créer des entreprises de technologie de pointe dans le domaine de la chirurgie. C'est le professeur Jake Barrale, de la division des sciences biomédicales de la Faculté de médecine dentaire, qui est le codirecteur du programme », note Sandra Betton.

Ce programme novateur est le résultat d'une étroite collaboration entre de nombreux chercheurs et professeurs provenant de ces trois établissements. La première cohorte du nouveau programme comprend en tout 19 étudiants, dont 4 en chirurgie (McGill), 7 en génie (ETS), ainsi que 8 en administration des affaires (Concordia).

Le programme de formation est conçu afin d'aider ces élèves à devenir des entrepreneurs high-tech. Outre la formation offerte par des ingénieurs, des chirurgiens, des entrepreneurs, des avocats et d'autres spécialistes, les étudiants seront amenés à visiter régulièrement le Centre universitaire de santé McGill (CUSM), les installations cliniques, et pourront profiter de l'accès privilégié aux différentes salles d'opération. Ils pourront du coup travailler sur des situations médicales réelles vécues par les chirurgiens.

Collaborateur
Le Devoir

Êtes-vous fait pour la maîtrise?

SIX ÉTUDIANTS PARTAGENT LEUR PERCEPTION DES ÉTUDES SUPÉRIEURES ET LEURS RÉFLEXIONS QUANT AUX AVANTAGES DE POURSUIVRE À LA MAÎTRISE OU AU DOCTORAT.



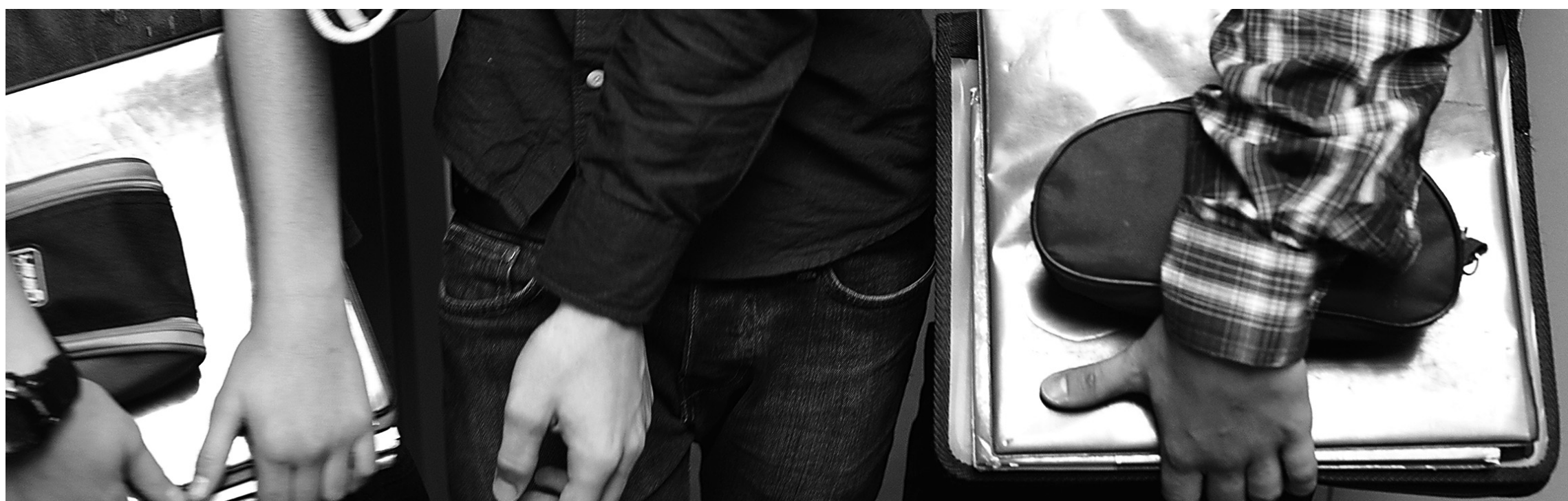
5 VIDÉOS pour amorcer votre réflexion

USherbrooke.ca/etudes-sup

UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

Voir au futur

ÉDUCATION



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

En offrant son tout premier programme de doctorat professionnel en éducation, l'Université de Sherbrooke souhaite que les acteurs du domaine de l'éducation deviennent des agents de changement.

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Associer le fondamental au pratique en éducation

RÉGINALD HARVEY

La Faculté de l'éducation de l'Université de Sherbrooke s'emploie à reproduire l'esprit d'étroite collaboration avec les milieux de pratique qui caractérise cet établissement depuis toujours. Faisant preuve d'avant-gardisme, elle offre maintenant le tout premier programme de doctorat professionnel en éducation. Projecteurs braqués sur ce projet innovant en cours de réalisation...

Julie Desjardins, professeure et vice-doyenne à la formation, laisse voir comment s'articule cette proximité de l'université avec les activités socioéconomiques qui ont cours dans son rayon d'in-

fluence: « Dans l'ensemble de nos facultés et de nos programmes, on a fait notre marque dans les formations professionnelles et dans les projets de recherche ou de formation continue; on s'est associés à des partenariats avec les milieux et, sur le plan du développement durable, on a même mis en place des politiques avec la Ville et avec l'Université Bishop. »

Elle fournit la preuve de ces avancées: « Les programmes de génie se sont démarqués par la qualité de la préparation des professionnels et ceux en médecine ont été les premiers au Québec à utiliser des approches pédagogiques dans des situations authentiques. On est vrai-

ment dans un environnement extrêmement stimulant qui valorise l'innovation pédagogique tant du côté de l'établissement que de celui de la faculté. »

Le caractère novateur de la démarche

Ainsi en est-il du nouveau programme de doctorat en éducation qui recevra sa deuxième cohorte cette année. La vice-doyenne en cerne la raison d'être: « On s'est basés d'abord sur la demande des professionnels pour le lancer. » Plusieurs d'entre eux possèdent des maîtrises, ce qui est une exigence de base particulièrement dans le domaine de la gestion de la formation. Elle fait part de leurs aspirations:

« Ces gens avaient envie d'approfondir leurs connaissances et ils regardaient les doctorats de type recherche, qui sont plus traditionnels et dont la finalité consiste à former des chercheurs, ce qu'ils ne voulaient pas devenir; ils souhaitaient plutôt devenir des professionnels de haut niveau. »

La faculté, après avoir consulté au départ les professionnels qui ont fait part de leurs besoins, a élargi son point de vue et s'est aperçue que, « dans des pays anglo-saxons comme l'Angleterre, l'Australie et les États-Unis, il y a longtemps qu'on se trouve dans une vague de développement des doctorats professionnels, et pas seulement en éducation. »

La nature même du programme

Quels sont les contours majeurs de ce genre de formation et à qui s'adresse-t-elle? « Je vais parler de celle de Sherbrooke parce que chaque université ou faculté développe quelque peu la couleur et les modalités qui la composent. Chez nous, la façon dont celle-ci a été articulée repose sur le fait que les étudiants doivent au préalable posséder une maîtrise et au moins cinq ans d'expérience pour adhérer à un des deux domaines de formation qu'on offre; ce sont des gens d'expérience dont la moyenne d'âge se situe au-delà de 40 ans et ce sont des professionnels de haut niveau. »

Elle fournit plus de détails: « Ils sont à l'œuvre dans des institutions ou des organisations; pendant leur doctorat, ils sont appelés pour cette raison à travailler sur une problématique professionnelle dans leur milieu. De notre côté, on les aide à analyser les problématiques de cet

ordre en nous nourrissant à la fois de leur expérience mais aussi de la littérature scientifique et des travaux de recherche sur les questions qui sont pertinentes; on leur fournit de plus des outils méthodologiques pour qu'ils puissent développer des projets d'intervention. » En bout de parcours, ils « élaborent un document important ou, à titre d'activité finale et de synthèse, sont définis les besoins professionnels qu'ils ont été en mesure de développer dans le cadre de leur démarche de formation. »

Ils sont de plus obligatoirement appelés à diffuser les connaissances acquises au moyen d'une communication orale ou écrite: « On veut de la sorte constituer une communauté de professionnels qui partagent leurs acquis dans le même sens que les chercheurs le font. On ne fait pas de la recherche pour nous-mêmes, mais pour développer le savoir qui se construit collectivement et qu'on communique. »

Ce supplément d'information fourni, elle se tourne vers les deux cheminements empruntés par les étudiants qui sont de cet ordre. En premier, il y a le « Changement en éducation; gestion et accompagnement ». Le deuxième est coiffé de ce titre: « Innovation pédagogique et curriculaire en enseignement supérieur ». Dans chacun des cas, on fait d'un côté appel à des dynamiques de gestionnaires et de l'autre à des dynamiques d'enseignement, d'encadrement de celui-ci ou de développement des programmes.

De la pratique à la théorie


Il arrive bien souvent que des enseignants poursuivent des études de doctorat afin de se diriger par la suite vers une

carrière dans le milieu universitaire. La Faculté de l'éducation de Sherbrooke déroge à cette pratique usuelle: « Nous, c'est le contraire, on veut que les gens restent dans leur milieu et qu'ils soient des acteurs de changement. »

La professeure tient ce discours à ce sujet: « Une des choses qu'on entend souvent, c'est à quel point il y a un écart entre la théorie et la pratique. On dit que les praticiens devraient se nourrir auprès des théoriciens et vice-versa. Nous, on croit que, au lieu de parler des transferts des uns envers les autres, on va contribuer à former quelqu'un qui se situe au cœur des deux mondes, qui est capable de s'alimenter de la recherche et de se montrer critique envers des travaux de chercheurs; en même temps, il est en mesure de traduire ce savoir théorique pour la pratique et d'utiliser la pratique pour remettre en question la recherche. »

Julie Desjardins considère que, « nous, on se situe vraiment dans un paradigme quelque peu différent de celui du transfert des connaissances. On tient pour acquis qu'il faut des gens qui soient en mesure de parler les langues à la fois de la pratique et de la recherche. En 2015, on est ailleurs, il y a de nombreux projets conjoints qui ont été conduits entre les milieux scolaire et universitaire, particulièrement chez nous: il y a beaucoup plus d'atomes crochus entre ces deux mondes qu'il y en avait dans les années 1980 ou 1990; cela dit, on se trouve dans des univers différents, ce qui parfois se sent ».

Collaborateur
Le Devoir




Cégep
André-Laurendeau

BACCALURÉAT INTERNATIONAL

NOUVEAU

SCIENCES HUMAINES


SCIENCES DE LA NATURE



Une formation préuniversitaire enrichie et reconnue dans 141 PAYS

DÉCOUVREZ LE BI EN PARTICIPANT À L'ACTIVITÉ ÉTUDIANT D'UN JOUR

27 NOVEMBRE 2015

INSCRIPTION  www.claurendeau.qc.ca/etudiant1jour

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU

Un baccalauréat international en sciences humaines voit le jour

Le programme de baccalauréat international (BI) en sciences humaines démarrera l'automne prochain au Cégep André-Laurendeau. En ce moment, à Montréal, ce programme est seulement offert par Brébeuf, un établissement privé.

MARTINE LETARTE

D'avantage de cours en environnement, en politique et en histoire mondiales, une implication dans la communauté à l'extérieur des heures de cours selon les intérêts des étudiants, un voyage de coopération internationale: voici les activités et le contenu distinctifs du BI en sciences humaines au collégial. Pour plusieurs, c'est la suite logique du programme d'éducation intermédiaire (PEI) du BI offert dans plusieurs établissements d'enseignement secondaires au Québec. Le BI en sciences humaines est-il seulement destiné aux premiers de classe? « C'est un programme rigoureux dans lequel on ne peut pas couper les coins ronds, mais c'est surtout un programme où se trouvent à travailler ensemble des étudiants forts et motivés qui s'alimentent mutuellement », explique Daniel Stewart, coordonnateur du BI au Cégep André-Laurendeau.

Quant aux notes, une moyenne de 75% est exigée et pour les étudiants du BI au secondaire,

les conditions d'admission sont plus souples.

Le programme BI a sa structure, mais chaque établissement lui donne sa couleur. « Nous sommes en train de finaliser notre cheminement sciences humaines », indique Marie-Pierre Blanchard, membre du comité d'élaboration et professeure de géographie au Cégep André-Laurendeau qui enseignera dans le programme l'an prochain.

Le contenu

Dans le cadre de leurs cours, les étudiants seront amenés sur le terrain. « Le Cégep André-Laurendeau est à proximité du fleuve Saint-Laurent et du parc Angrignon, alors les étudiants pourraient par exemple y faire des observations, prendre des données et les analyser pour les cours dans le domaine de l'environnement », illustre M^{me} Blanchard.

En politique mondiale, les étudiants devront travailler sur des études de cas de leur choix liées à l'actualité et le tout sera inséré dans le contexte international.

Les étudiants ont aussi un mémoire à rédiger lors de leur deuxième année d'études, sous la supervision d'un enseignant. « Ce travail d'envergure les prépare aux études universitaires », affirme Daniel Stewart.

Quant au taux de succès des étudiants, le

VOIR PAGE 15 : HUMAINES

ÉDUCATION

UNIVERSITÉ MCGILL

Une chaire sur le fédéralisme voit le jour

Depuis peu, l'Université McGill est dotée d'une nouvelle chaire sur le fédéralisme, la Chaire Peter Mackell. C'est grâce à la générosité de Peter Mackell, un éminent avocat montréalais en droit commercial, décédé en 2011, que cette chaire a vu le jour.

PIERRE VALLÉE

La titulaire de la Chaire Peter Mackell est M^{me} Johanne Poirier, professeure en droit public et constitutionnel comparé et spécialiste du fédéralisme. Après son doctorat à l'Université Cambridge, M^{me} Poirier a fait l'essentiel de sa carrière en Belgique, notamment à la Faculté de droit et à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles.

La Chaire Peter Mackell aborde le fédéralisme sous un angle plutôt large. Il sera question du fédéralisme d'Etat, celui connu du commun des mortels, qui est la structure étatique entre un gouvernement central et les gouvernements des unités qui composent la fédération, comme l'est le fédéralisme canadien. Mais il sera aussi question de fédéralisme interétatique et même de fédéralisme non étatique. Un exemple de fédéralisme interétatique est l'Union européenne, qui, sans être formellement une fédération, en possède certains attributs. Quant au fédéralisme non étatique, M^{me} Poirier en donne deux exemples.

«Le premier exemple est celui du fédéralisme syndical, avance-t-elle. Les syndicats sont composés de différentes unités qui agissent indépendamment dans certains dossiers. Mais ces unités se réunissent aussi au sein d'une fédération, ce qui permet de mener une action commune. Le second exemple est celui des ONG, comme Médecins sans frontières. Chaque pays a son Médecins sans frontières qui peut mener des missions particulières. Mais il y a aussi un Médecins sans frontières international pour les missions communes.»

Mais dans tous les cas de figure, et peu importe les déclinaisons que peut prendre le fédéralisme, un principe de base est commun à tous les fédéralismes. «Le fédéralisme combine toujours deux axes d'action. D'une part, il y a l'autonomie des unités qui composent la fédération et, d'autre part, les actions concertées entre ces unités et l'unité centrale.»

Axes de recherche de la nouvelle chaire

La Chaire Peter Mackell n'est pas à proprement parler une chaire de recherche, mais plutôt une chaire d'enseignement, c'est-à-dire que la dotation de la chaire sert essentiellement à couvrir le salaire de professeur de M^{me} Poirier. «Je dispose d'un petit budget de fonctionnement, mais les études et les recherches que mènera à l'avenir la Chaire Peter Mackell devront trouver leurs propres financements.»



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Dans son livre *Intergovernmental Relations*, la titulaire de la Chaire Peter Mackell et professeure en droit public et constitutionnel comparé et spécialiste du fédéralisme, Johanne Poirier, donne en exemple le registre des armes à feu que le gouvernement Harper a unilatéralement aboli et détruit par un vote à la Chambre des communes pour expliquer le fonctionnement différent des fédérations sur un sujet donné.

Il est trop tôt pour déterminer avec précision quels seront les axes de recherche de la Chaire Peter Mackell, mais un bref coup d'œil aux recherches menées par le passé par M^{me} Poirier donne quelques pistes. «Je me suis beaucoup intéressée à la manière dont le fédéralisme accommode la diversité en société. Comment une fédération assure la protection de ses minorités? En leur accordant des droits? Est-ce que ces droits ont un fondement légal? Peuvent-ils être modifiés ou retirés unilatéralement par une ou l'autre des parties?»

M^{me} Poirier se penche actuellement sur un nouveau sujet de recherche qu'elle croit aujourd'hui essentiel et qui pourrait être un sujet pour la Chaire Peter Mackell. «Depuis 20 ans, il s'est fait beaucoup de recherche sur l'autonomie et la reconnaissance des droits au sein du fédéralisme. Par contre, il s'en est fait beaucoup moins sur les liens entre les composantes d'une fédération et sur les actions concertées.» Elle donne en exemple le cas d'un pays (fictif) qui, après un conflit, se retrouve avec quatre groupes linguistiques et culturels différents qui composent la fédération. «Afin de calmer le jeu,

le gouvernement central va sans doute offrir des droits à ces quatre groupes, par exemple en leur accordant les pleins pouvoirs en matière de langue et d'éducation. Par contre, ces pouvoirs ne doivent pas créer des ghettos où les groupes viendraient à perdre leur connaissance de la langue commune. Il faut une action concertée et des liens entre les groupes afin de préserver la langue commune.»

Fédéralisme comparé

Les études sur le fédéralisme comparé figureront certainement au menu de la Chaire Peter Mackell. M^{me} Poirier vient de faire paraître un ouvrage à ce sujet, *Intergovernmental Relations*, dans lequel elle et ses coauteurs ont mené une étude comparative de 12 fédérations d'Etat et une fédération interétatique, soit l'Union européenne. «Parmi les fédérations d'Etat, nous avons choisi de vieilles fédérations, mais aussi des fédérations plus récentes. Nous avons aussi retenu des fédérations dont la base est le droit commun et d'autres dont la base est le droit civil. De plus, nous avons mis en place une grille d'analyse comprenant des points précis à

étudier, comme le partage de l'assiette fiscale, les relations intergouvernementales, les mécanismes de coopération entre les divers parlements, etc.»

Cet ouvrage permet de voir le fonctionnement différent des fédérations sur un sujet donné. Il donne en exemple le registre des armes à feu que le gouvernement Harper a unilatéralement aboli et détruit par un vote à la Chambre des communes. Le Québec a eu beau protester, par la voie politique d'abord, et ensuite par les tribunaux, la Cour suprême a tranché en faveur du gouvernement fédéral. Cela aurait-il été possible dans une fédération comme l'Allemagne? «Non, répond Johanne Poirier, à cause de la structure du fédéralisme allemand. Une loi votée par le Parlement fédéral allemand, le Bundestag, doit obtenir l'aval de la seconde chambre fédérale, le Bundesrat, là où siègent les membres de l'exécutif des parlements des Länder. Le gouvernement allemand n'aurait pas pu agir unilatéralement, il lui aurait fallu l'aval des Länder.»

Collaborateur
Le Devoir

HUMAINES

SUITE DE LA PAGE 14

Cégep André-Laurendeau a connu trois cas d'échec seulement avec son BI en sciences de la nature, qui existe depuis 1993. «Les étudiants sont bien préparés aux examens et l'enseignement est très solide, notamment grâce à la formation que reçoit le corps enseignant du BI à différents endroits dans le monde», explique M. Stewart, lui-même un formateur accrédité BI.

Les étudiants du BI au Cégep André-Laurendeau évoluent en cohorte fermée: ils suivent leurs cours ensemble pour toute la durée du programme afin de favoriser la création de liens forts entre eux.

Voyage de coopération internationale

Dans leur deuxième année d'études collégiales, les étudiants réalisent un voyage de coopération internationale lié au programme d'études. Depuis deux ans, les élèves du BI en sciences de la nature du Cégep André-Laurendeau se rendent au Nicaragua pour travailler avec une association de femmes active principalement dans le domaine de l'agriculture. «Elles ciblent des enjeux et nous essayons de trouver des solutions avec elles», explique Daniel Stewart. Cette année, il sera question de cuisson des aliments. Elles cuisinent dans la maison, à feu ouvert, et cela rend la qualité

de l'air très mauvaise. On veut concevoir des fours extérieurs efficaces qui brûlent moins de bois. C'est lié au contenu des cours de chimie et de biologie du programme de sciences de la nature. Si les étudiants du BI en sciences humaines décident de se joindre à eux, ils développeront un volet lié aux sciences humaines.»

Pendant treize ans, les étudiants du BI en sciences de la nature sont allés dans une communauté en Équateur. «Notre projet a pris fin parce que la communauté n'avait plus besoin de nous, alors c'est mission accomplie», se réjouit le coordonnateur.

Chaque groupe d'étudiants doit préparer son voyage et réaliser des activités de financement pour payer une part des frais associés à ce projet à l'international.

Reconnu dans les universités

Les étudiants du nouveau BI en sciences humaines obtiendront deux diplômes: un en sciences humaines du Cégep André-Laurendeau et le BI afin d'ouvrir des portes à l'international. La formation est reconnue dans 141 pays, et certains diplômés du BI du Cégep André-Laurendeau avec d'excellentes notes ont déjà reçu des bourses pour poursuivre leurs études dans de prestigieuses universités américaines.

Les étudiants peuvent d'ailleurs opter pour un profil d'anglais enrichi et obtenir un diplôme avec la mention bilingue.

Les universités québécoises bonifient pour leur part la cote R des diplômés du BI pour tenir compte des forces du programme. «L'Université de Montréal, l'Université de Sherbrooke, l'Université Laval et l'Université Concordia font un calcul particulier appelé cote de rendement collégial BI», indique Daniel Stewart. À travers le

Québec, cette méthode de calcul ajoute en moyenne 1,3 à la cote R de chaque étudiant. McGill bonifie pour sa part automatiquement de 0,5 la cote R de chaque diplômé du BI.»

Les frais

Puisque le Cégep André-Laurendeau est un établissement public, les étudiants

payent les mêmes frais d'inscription que pour les autres programmes, en plus de frais annuels de 700\$ pour l'accréditation BI.

Puis, pour la deuxième année d'études, des frais de 1200\$ sont exigés pour les examens. Les étudiants réalisent leurs examens à leur cégep, mais pour assurer une unifor-

mité, ils sont corrigés dans d'autres établissements du réseau. «Le programme a donc vraiment le même guide pédagogique, indique M. Stewart, et les mêmes critères de correction d'un établissement à un autre, d'un pays à un autre.»

Collaboratrice
Le Devoir

BI




MOOC CERTICE

CERTIFICATION DES COMPÉTENCES
TICE DES ENSEIGNANTS



CERTICESCOL

Enseignement primaire et secondaire

Proposé par l'Agence universitaire de la Francophonie, ce cours en ligne vise à former puis à certifier les enseignants du primaire, du secondaire et leurs encadreurs aux usages des technologies de l'information et de la communication en éducation.



Institut de la Francophonie
pour l'enseignement
de la connaissance
et la formation à distance



UNIVERSITÉ
de Cergy-Pontoise

Inscription gratuite sur :
<http://mooc-certice.auf.org>
Pour tout renseignement :
mooc-certice@auf.org



AGENCE
UNIVERSITAIRE
DE LA FRANCOFONIE

«L'Université de Montréal, l'Université de Sherbrooke, l'Université Laval et l'Université Concordia font un calcul particulier appelé cote de rendement collégial BI»

Daniel Stewart, coordonnateur du BI au Cégep André-Laurendeau

ÉDUCATION



FRANÇOIS MORI ASSOCIATED PRESS

Une option en études du jeu vidéo va être offerte aux étudiants à la maîtrise en cinéma à l'UdeM.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Du renouveau à la maîtrise en cinéma

PIERRE VALLÉE

Entre trente et quarante étudiants s'inscrivent chaque année à la maîtrise en cinéma offerte au département d'histoire de l'art et des études cinématographiques de l'Université de Montréal. En plus de l'option générale, qui comprend la rédaction d'un mémoire, habituellement sur une notion théorique du cinéma, trois nouvelles options s'offrent maintenant à eux : l'option en études du jeu vidéo, l'option en cheminement international et l'option en recherche-crédation.

« Nous offrons déjà une mineure en études du jeu vidéo au baccalauréat et il était logique de poursuivre », explique Marion Froger, professeure agrégée au département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques et responsable des études supérieures en Cinéma et jeu vidéo. C'est que nous considérons, à l'Université de Montréal, le cinéma et le jeu vidéo comme des disciplines connexes. Le jeu vidéo, tout comme le cinéma, se construit sur du son et des images en mouvement, les images du jeu vidéo s'apparentent à celles du cinéma d'animation. De plus, le jeu vidéo est scénarisé et s'appuie aussi sur la notion de récit, chaque niveau du jeu constituant un petit récit en soi. »

L'option en cheminement international ne présente pas, sur le plan des sujets abordés, beaucoup de différences avec l'option générale, mais elle est plus exigeante. « Cette option est réservée aux étudiants les plus performants au niveau du baccalauréat », poursuit Marion Froger. Seuls ceux qui ont une moyenne de points de 3,6 y ont accès tandis que, pour s'inscrire aux autres options, une moyenne de 3,2 points suffit. » Cette option permet toutefois à l'étudiant de se confronter à d'autres cultures et traditions, ce qui peut évidemment mener à de nouveaux sujets de recherche. « Les étudiants doivent passer deux sessions de cours à l'étranger. Nous avons présentement des ententes avec 14 universités européennes, en France évidemment, mais aussi en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Hollande et en Espagne. Récemment, une université brésilienne nous a indiqué son intérêt à se joindre à notre réseau et nous avons entrepris des démarches auprès d'universités américaines. »

L'option recherche-crédation

L'option recherche-crédation cherche à tisser un lien entre l'étude théorique du cinéma et la pratique créative. « L'étudiant doit proposer un projet de recherche qui mènera à la rédaction d'un mémoire de cinquante pages et il doit aussi proposer un projet de création », explique Isabelle Raynauld, professeure titulaire et responsable de la section Cinéma et jeu vidéo sous laquelle tombe l'option recherche-crédation.

Le choix du style de projet créatif est plutôt vaste. « Il peut s'agir de la réalisation d'un court métrage de fiction ou d'un documentaire, ou de la rédaction d'un scénario, poursuit Isabelle Raynauld. Mais cela peut aussi être une websérie ou un web-film. Nous sommes ouverts à toutes les plateformes des nouveaux médias. Ça pourrait même être une installation sonore ou visuelle, peu importe. La seule exigence, c'est que le projet de création doit être arrimé au sujet du projet de recherche. »

Cela donne quoi dans la réalité? « J'ai une étudiante qui a fait son mémoire sur le rôle et le travail du premier assistant-réalisateur au cinéma. Son projet de création est la réalisation d'un documentaire où elle a interviewé plusieurs premiers assistants-réalisateurs québécois qui parlent de la

« C'est faux de croire que nous ne faisons pas de films à l'Université de Montréal. C'est tout le contraire. Tous les aspects pratiques du métier sont abordés. »

Isabelle Raynauld, professeure titulaire et responsable de la section Cinéma et jeu vidéo

manière dont ils perçoivent leur travail et leur métier. J'ai une autre étudiante dont le projet de création était la rédaction d'un scénario de long métrage dont l'histoire se déroule dans la Petite-Italie des années 1930 et 1940. Son mémoire était une étude sociologique de ce milieu à cette époque. »

Une approche particulière

Le département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques de l'Université de Montréal a développé une approche particulière en matière d'enseignement du cinéma. « Nous ne faisons pas de distinction entre l'étude théorique du cinéma, comme l'histoire du cinéma, par exemple, et la pratique cinématographique », précise Marion Froger. Les deux parcours sont obligatoires. »

Et Isabelle Raynauld de renchérir : « C'est faux de croire que nous ne faisons pas de films à l'Université de Montréal. C'est tout le contraire. Nos étudiants sont plongés dans la pratique cinématographique dès la première session du baccalauréat. Ils doivent suivre des ateliers de scénarisation, de direction photo, de montage et de prise sonore et de mixage. Tous les aspects pratiques du métier sont abordés. De plus, les étudiants ont des projets de réalisation de films et ce sont les autres étudiants qui occupent les différents postes, selon leurs goûts et leurs expériences. »

A cette fin, le département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques est très bien équipé. « Nous disposons de caméras 16mm et Super 16 ainsi que de caméras numériques HD, poursuit Isabelle Raynauld. Nous avons plusieurs salles de montage numérique, de l'équipement d'éclairage et d'appoint, des microphones et enregistreuses et un studio de mixage. Nous disposons de tout l'équipement nécessaire pour réaliser un film. »

Cette double approche a le mérite de préparer l'étudiant à de multiples débouchés. Pour certains, les études cinématographiques, puisque c'est cela qui les intéresse, permettront d'accéder au milieu professionnel de la production cinématographique. Pour d'autres, les études cinématographiques mèneront plutôt à travailler en périphérie de la production cinématographique, dans le domaine de la recherche, de l'enseignement, de la programmation et même de la critique cinématographique. « Notre approche où le théorique et le pratique se côtoient tout au long de la formation permet de donner à nos étudiants une connaissance très complète du cinéma », résume Isabelle Raynauld.

Collaborateur
Le Devoir

CONCORDIA

LE MONDE EST PETIT  NOUS VOYONS GRAND



SAVEZ-VOUS RECONNAÎTRE UNE BONNE ENTREPRISE D'UNE BONNE AFFAIRE?

ENSEMBLE, REPENSONS LE MONDE

CONCORDIA.CA

ÉCOLE DE GESTION JOHN-MOLSON

 UNIVERSITÉ Concordia UNIVERSITY